

ALGER

Alger républicain

Extract of Alger républicain

<http://www.alger-republicain.com/Offensive-anti-sociale-du-pouvoir.html>

Offensive anti-sociale du pouvoir contre les masses populaires

- Actualité politique nationale -

Publication date: lundi 25 janvier 2016

Description:

La loi de finances pour 2016 est particulièrement dangereuse pour le maintien du minimum à vivre pour le peuple. Elle a soulevé un tollé.[...]

Ces éléments auront comme chacun le sait des répercussions sur les prix du transport, et des produits de première nécessité : lait, pain, tous les produits agro-alimentaires, transport public,

L'abandon des subventions préconisé par la loi de finances est relayé par les médias par l'intermédiaire des supposés faiseurs d'opinion qui essaient de trouver des arguments au soutien de cet abandon.

C.P.

24.01.16

Copyright © Alger républicain - Tous droits réservés

En ce début d'année, le pouvoir ne semble reculer devant rien. Ces dissensions internes ne l'empêchent pas de s'attaquer aux intérêts des travailleurs.

La loi de finances pour 2016 est particulièrement dangereuse pour le maintien du minimum à vivre pour le peuple. Elle a soulevé un tollé.

Les dangers de cette loi concernent notamment les articles : 1, 66 et 77.

L'article 66 a déclenché les plus vives contestations. Il ouvre désormais les entreprises publiques au capital privé, autrement dit, les entreprises seront purement et simplement bradées.

Le pouvoir fera tout pour appliquer ses lois mais il a été contraint à reculer par les grèves d'envergure, notamment celle des travailleurs de la SNVI dont le succès a été retentissant.

La SNVI, avait été abandonnée sans financement, et promue au bradage total.

Les ouvriers avaient été mis devant le fait accompli.

Sans financement, la production était à l'arrêt alors que d'importantes commandes étaient en attente d'être honorées.

Par suite de ces grèves, une décision interministérielle a été prise pour débloquer 17, 26 milliards de DA en vue de la relance de la production dans le cadre d'un plan d'urgence.

Les sommes ainsi débloquées devraient permettre la relance de la production, et notamment la réalisation d'une commande de 3000 véhicules ainsi que d'autres commandes en cours d'exécution.

La grève des travailleurs a donc fait reculer le gouvernement de Sellal.

Cette expérience ne semble pas avoir servi de leçon. Car le gouvernement Sellal poursuit sa politique de casse et de bradage.

La tension est vive et même palpable. Elle est appelée à s'amplifier voire déboucher sur des manifestations. L'année 2016 sera certainement une année de grèves et de contestations de toute la population car la loi de finances 2016 ne vise pas seulement l'ouverture des entreprises publiques au capital privé. Elle comporte des mesures d'abandon des subventions et d'augmentation des prix de l'électricité, du gaz, du carburant, de l'eau, etc.

Ces éléments auront comme chacun le sait des répercussions sur les prix du transport, et des produits de première nécessité : lait, pain, tous les produits agro-alimentaires, transport public, L'abandon des subventions préconisé par la loi de finances est relayé par les médias par l'intermédiaire des supposés faiseurs d'opinion qui essaient de trouver des arguments au soutien de cet abandon.

Des économistes supposés jouir de la légitimité intellectuelle, sont érigés par les médias privés et publics en filigrane comme leaders d'opinion ... Ces derniers développent la thèse déjà avancée depuis longtemps, selon laquelle les subventions profitent à tout le monde c'est-à-dire même aux classes bourgeoises qui n'en ont pas besoin ; par conséquent disent-ils les classes bourgeoises grignotent la part des classes paupérisées .

Telle que formulée, cette thèse pourrait tromper par son apparence de critique de « gauche ».

Ainsi, ces faiseurs d'opinion déclarent que pour une meilleure gestion et dans un cadre de pure équité, il vaut mieux supprimer purement et simplement les subventions et les reverser sous forme d'aide aux plus démunis. Cette thèse est malsaine et dangereuse. Les subventions relatives au soutien des prix s'adressent à une majorité paupérisée composant les 80 % de la population totale.

Les « aides » ne devraient concerner au mieux que les 10%, c'est-à-dire ceux qui n'ont strictement aucun revenu. Sans compter que rien ne garantit que les aides sous forme financière, parviendront à leurs destinataires.

Les fortunes provenant du vol sont étalées sans crainte

Dans un village de l'ouest, l'ancien maire qui était directeur de la SEMPAC a construit une fortune par le biais de la contrebande de la semoule, de la farine, etc., avec le Maroc.

Pour la rentrée scolaire 2015/2016, la mairie a versé la somme de 3000 DA aux familles nécessiteuses, cet ancien maire s'est arrangé pour être servi à la place d'un malheureux qui ne pouvait pas acheter les affaires scolaires de ses deux filles.

Le malheureux père de famille à qui on a refusé l'allocation a eu sur le champ une crise cardiaque en sortant de la mairie.

La théorie de la suppression des subventions devant être remplacées par une aide financière des nécessiteux ne convainc personne.

Une telle politique sociale va faire en sorte que la situation de larges franges de la population va s'affaïsser et qui ne pourra même plus s'assurer le pain, le lait et la pomme de terre.

Nos économistes super-médiatisés savent bien qu'il y a une solution plus juste pour les masses populaires : celle de maintenir les subventions et fixer un impôt sur les revenus. Cette solution n'arrange évidemment pas les classes aisées.

C.P.
24.01.16